Rapport d'Evaluation Rapide Multisectoriel des Besoins

Province de l'Ituri, de Territoire de Djugu,

Chefferie de Walendu Tatsi.

Groupement Gobi

Axe : Masumbuko - Gobi

Zone de Santé Rurale de Drodro

Date de l'évaluation : du 18 au 23/04/2019
Date du rapport : 26/04/2019

Pour plus d'information, Contactez :
Directeur Consortium RRMP GNK / Ituri
est.rrmp.coo@solidarites-rdc.org, +243 970 021 121 / +243 817 374 259

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	☐ Conflit ■ **Mouvements de population** ☐ Epidémie ■ **Crise nutritionnelle**		☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	Du 15 au 22 mars 2019	Date de confirmation de l'alerte :	20 mars 2019
Code EH-Tools			
Si conflit :			
Description du conflit	La zone de Gobi est à la fois une zone de retour et d'accueil des déplacés en provenance d'autres contrées. En effet, c'est depuis le mois de septembre jusqu'en décembre 2018 que la population du Groupement Gobi s'est massivement déplacée vers plusieurs directions suite à l'activisme des groupes armés non autrement identifiés opérant en territoire de Djugu. Certains parmi ces déplacés étaient accueillis dans les localités de Kpandroma, Jiba, Pimbo, Budd'u, etc, en territoire de Djugu. D'autres par contre se sont dirigés vers la brousse notamment vers la forêt de Wago. Après accalmie dans leurs zones respectives, ces populations ont amorcés des mouvements de retour durables depuis le mois de janvier 2019. Ces mouvements seraient en cours à ce jour. Actuellement, les autorités locales ont identifié environ 7670 personnes retournées, soit près de 1534 ménages retournés. En plus, la zone a accueilli environ 1569 ménages déplacés suite aux opérations de traque des groupes armés lancées par les forces loyalistes (FARDC) dans les localités du versant sud-est de la chaine de monts bleu.		

	Ces déplacés sont venus de plusieurs villages des collectivités secteurs de Walendu Tatsi et Pitsi du territoire de Djugu. Il s'agit des villages Tchey, Jidhu, Tsuga, Dhelu, Tsongani, Bbilo, Bbito, Gokpa, Lokpa 1, Lokpa 2, Bura , Ndendeyi, Ndendeyi –lac, Ndr'lo, Bud'za et Djailo. Ces derniers vivent dans des conditions humanitaires difficiles. Ils manquent de tout et n'ont ni eau potable, ni nourriture ni médicaments en suffisance depuis leurs arrivées le 15 mars de cette année. Un groupe composé essentiellement d'hommes passe la nuit sous les arbres proche du bâtiment du tribunal du groupement, d'autres ménages passent nuit à l'école et un autre groupe dans le bâtiment administratif du groupement et au poste de santé de Gobi. Le reste des ménages déplacés est accueilli en familles d'accueil. Une forte promiscuité est ainsi observés au sein des ménages d'accueils. Il en est de même des personnes retournées qui n'ont pas trouvé des récoltes dans leurs champs et ont été victimes de pillages, d'incendies et de destruction de leurs maisons. Les sources d'eau abandonnées pendant plusieurs semaines ont été sensiblement détruites par les intempéries. Ils sont donc généralement exposés à des risques de contamination au choléra et/ou à des maladies diarrhéiques. Un bon nombre souffre de paludisme, de faim, de froid et n'ont pas de moyens pour subvenir à leurs besoins essentiels. Des femmes enceintes et des enfants malnutris sont dépistés et n'ont pas accès aux intrants nutritionnels.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	**Autochtones**	**Déplacés à cause de cette crise**	**Retournés à cause de cette crise**	**Réfugiés/rapatriés**	**%**
Gobi Latitude : N 1 °41'20'' Longitude E 30°34'23'' Altitude 1892 m	0	7845 personnes, soit 1569 ménages	7670 personnes, soit 1534 ménagés depuis décembre 2018.	0	7845 déplacés et 7670 retourné récents.

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Le 15 au 17 mars 2019	2615 personnes	Tcheyi; Jidhu ; Tsuga ; Dhelu ; Tsongani ; Bbilo ; Bbito ; Gokpa ;Lokpa 1, Lokpa 2,Bura,Ndendeyi, Ndendeyi lac, Gokpa 2, Ndr'lo ,Budza, Djailo.	Début des opérations de traque et neutralisation des assaillants par militaires FARDC.
19 mars 2019	3876 personnes	Tcheyi; Jidhu ; Tsuga ; Dhelu ; Tsongani ; Bbilo ; Bbito ; Gokpa ; Lokpa 1, Lokpa 2, Bura, Ndendeyi, Ndendeyi lac ,Gokpa 2, Ndr'lo, Budza , Djailo.	Poursuite des opérations militaires pour la neutralisation des assaillants
22 mars 2019	1354 personnes	Tcheyi; Jidhu ; Tsuga ; Dhelu ; Tsongani ; Bbilo ; Bbito ; Gokpa ; Lokpa 1, Lokpa 2 , Bura, Ndendeyi, Ndendeyi lac ,Gokpa 2, Ndr'lo, Budza, Djailo , Dhaddaru et autres.	Poursuite des. opérations militaires pour la neutralisation des assaillants
De Janvier 2019 à nos jours	7670 personnes	Bunia, Telaga, Pimbo Fataki, Dhendo, Kpandroma, Jiba, Mahagi etc.	Retour observé après l'accalmie suite des opérations de neutralisation des assaillants.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	**A. Dans la zone de depart des deplacés** 1) 37 personnes ont été tuées dont 13 dans la localité de Bulo2; 10 dans la localité de Ngabutsi et 14 à Onalatso ;

	2) 80% de maisons dans les 16 localités de provenance ont été incendiées (Tcheyi, Dhaddaru, Tshuga, Dhenovi, okaraba, shalo, kosa,, Nglokpa, kambise, Gora/hii, Onalatso, Ngabutsi et bullo2 etc….localités de la collectivité des walendu Tatsi et Pitsi) ; 3) Le centre de santé Tcheyi a été pillé et incendié. 4) Deux écoles primaires ont été incendiées (EP1. Tcheyi et EP2. Tcheyi CECA20). **B. Dans la zone d'accueil** Ici également il y a eu des cas d'incendie de l'école primaire Bulo en Janvier 2018, l'incendie des certaines maisons d'habitation, des pillages des biens et les champs des populations.
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : environ 22 km En temps parcouru : environ 4h de marche en pieds.
Lieu d'hébergement	☑ **Communautés d'accueil** ☑ **Sites spontanés** ☐ Centres collectifs ☐ Camps formels ☑ **Autres,** préciser : **Ecole primaire Gobi, bâtiments du poste de santé Gobi, et au bureau administratif de groupement.**
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Aucune possibilité de retour n'est envisagée par les personnes déplacées compté tenu de l'instabilité de la situation sécuritaire dans leurs milieux de provenance. A cela s'ajoute la perte et/ou destruction de leurs habitations estimée à environ 80% d'habitations incendiées. Il en est de même du centre de santé de Tchey incendié et systématiquement pillé. Face à cette situation, les conditions de vie de ces populations vulnérabilisées demeurent difficiles.
Si épidémie : Aucune épidémie	
Perspectives d'évolution de l'épidémie	La zone ne dispose pas suffisamment d'ouvrages d'eau potable ainsi que des latrines. Selon les observations et échanges en focus groups, environ 30% des ménages en disposent. En outre, ces latrines existantes ne sont généralement pas hygiéniques et constituent ainsi des facteurs de risques de contraction des maladies diarrhéiques, l'aire de santé de Masumbuko étant endémique au choléra**.**

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Déplacement et retour des populations de Gobi et Buddu vers d'autres localités	A Gobi depuis les premières crises jusqu'à la période de la présente évaluation, aucune assistance n'a été donnée aux personnes déplacées.	Aucune	Aucune	Aucun
Sources d'information		Ces vulnérabilités déclarées sont confirmées par les autorités locales, les relais communautaires, les infirmiers, les pasteurs, les enseignants, les leaders d'opinion, les déplacés et retournés trouvés dans la zone.		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Enquêtes auprès de quelques ménages ; Entretiens informels Méga-réunion, Groupes de discussions, observations directes ; Enquêtes marchés ; Visites écoles et centre de santé.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
Carte de localisation de la zone.	
Techniques de collecte utilisées	Les techniques ci-après ont été utilisées pour la collecte de données : 1. Réunion générale avec l'ensemble des acteurs clés de la zone : Autorités administratives/ coutumières, les associations locales de développement ; les représentants de la société civile, des communautés hôtes et des déplacées. 2. Collecte des données sectorielles : 8 réunions au total ont été organisées, parmi lesquelles, 1 focus groupe général qui a regroupé tous les informateurs clés de la zone, 4 focus groupe sectoriels dont (1 en éducation, 1 en santé et Nutrition, 1 en sécurité alimentaire, 1 en abris et AME et 1 en Eau hygienne et assainissement) ainsi que 3 autres rencontres avec les commerçants de centre de negoce de Masumbuko, Kparnganza, et Largu. Les participants aux différentes rencontres : - En Eau, hygiène et assainissement : Chefs des localités, Infirmiers titulaires, Relais communautaires, comités de santé). - En Education: Directeurs d'Ecoles, Comités des parents, Parents d'élèves), - En Sécurité Alimentaire : Agronome, Vétérinaires, Agriculteurs, Eleveurs, Associations, Groupements agricoles, Groupements d'éleveurs) ; - En Moyen d'Existence : Présidents FEC et Commerçants (représentations de Gobi, Masumbuko, Kparnganza et Largu, groupes des déplacés, groupes de retournés et d'autochtones. 3. Etude de Marché : 4. Evaluation des échanges commerciaux, la capacité des opérateurs économiques, la disponibilité des biens et la présence des opérateurs financiers. 5. Echanges informels : Pour collecter des informations en Protection et Do No Harm et la Rédévabilité. 6. Visites diverses : - De 20 ménages pour s'imprégner de la présence des AME et de l'accès aux vivres au sein des ménages déplacés, retournés et familles d'accueil ; - De l'école primaire Gobi - De centre de santé de Masumbuko, - Des points d'eau - Des marchés de Masumbuko, Kparnganza, et Largu
Composition de l'équipe	Equipe ERM RRMP Consortium GNK- Ituri : - Mr Kongbo Ruphin 0815895684 - Mr Katho Jean Chrysostome 0814393234 - Mr Uyungi Jean Marie 0819606291

	- Mr Anizugo Pierre-Paulin 0823853923,0974203632.

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	***Recommandations pour une réponse immédiate***	***Groupes cibles***
Besoins sécurité alimentaire & moyens de subsistance : - Le manque de Vivres au sein des ménages IDPs et de la majorité de ménages retournés fait que le nombre de repas est passé de 3 à 1 par jour au sein de la majeure partie de ménages de la zone évaluée. Ce repas est moins consistant et moins diversifié; composés régulièrement du manioc et des légumes verts - La carence de stock de vivres dans les ménages retournés et au sein de ménages déplacés est observée - Manque d'activités génératrices de revenu (AGR) pour les déplacés et de la majorité de ménages retournes est observée - Dsiparution des marché dans la zone d'accueil (marchés Ndrogo, Ngau et Jiro) depuis les hostilités et à Tchey dans la zone de provenance des IDPs	- Distribution des vivres ou foires aux vivres de subsistance aux ménages déplacés ainsi qu'aux familles retournées avant d'envisager l'appuie des ménages déplacés et retournés dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces de produits vivriers et manufacturés). - Appuyer les ménages déplacés et retournés en intrants agricoles (outils aratoires et semences).	- Tous les ménages déplacés et retournés
Besoins abri et AME : - Difficulté d'accès à l'abri : Promiscuité des personnes déplacées au sein des familles retournées où d'autres vivent dans les milieux publics tel que le bâtiment d'audience du groupement et le bâtiment de poste de Santé en cours de construction ; - Manque d'AME AME tel que les récipients de stockage d'eau, les cooking set, les vêtements, les literies,…) au sein des ménages retournés et déplacés.	- Assister les personnes déplacées en articles ménagers essentiels à travers des distributions classiques ou à travers les foires aux AMEs - Distribuer des bâches aux IDPs ainsi que les retournés qui manquent d'abri pour construire les abris d'urgence	- Tous les ménages déplacés et retournés qui manquent d'abris
Besoins Santé &Nutrition: - Non prise en charge des malades : environ 30% d'enfants de moins de 5 ans souffrent de diarrhée et un grand nombre des personnes adultes souffre de paludisme dans les ménages IDPs et retournés. - Les soins y sont payant : pas de facilité pour les déplacés/retournés ; - La non opérationnalité de poste de santé de Gobi ;	- Mettre en place des cliniques mobiles à Gobi en vue de rapprocher les soins curatifs et préventifs aux populations déplacées et retournées ; - Rechercher activement et passivement les enfants malnutris sévères de moins de 5 ans au sein de la communauté pour les prendre en charge ; - Appuyer le poste de santé de Gobi en médicaments et autres matériels en vue	- Les IDPs, les retournés et autochtones

- Le rançonnement de la population à la barrière qu'érigent les forces loyalistes à l'entrée de Masumbuko ; - Le taux de malnutrition très élevé à Gobi. Environ 27% des cas dépistés à la dernière CPS, soit 15 enfants sur 55 de moins de 5 ans ont présentés les signes la malnutrition dont 1décès ainsi les et les femmes enceintes. - Existence du C.S à MASUMBUKO qui se trouve au tour de 10 km de la zone évaluée ; - L'insuffisance des matériels de prise en charge des malades et d'intrants de réhabilitation nutritionnelle ; - Rupture de stock des médicaments essentiels au centre santé depuis plus ou moins 45 jours - Inexistence d'un point d'eau à proximité de centre de Santé ; - Le bâtiment principal de centre de santé en mauvais état et la destruction du bâtiment de la maternité.	de pérenniser les soins de santé dans la zone ; - Appuyer le C.S MASUMBUKO avec les médicaments en particulier les intrants de réhabilitation nutritionnelle; - Ravitailler en kits PEP le C.S MASUMBUKO ; - Former et renforcer en effectif, les membres du personnel soignant ; - Aménager un point d'eau à proximité du C.S de la zone.	
Besoins Eau, hygiène et assainissement : - Seuls 2 villages sur 17 disposent d'ouvrages d'eau aménagés ; - Environ 20 à 30% des ménages ont des latrines et douches ; - L'inexistence des torus à ordure et les étalages et étendages ; - Faible connaissance et pratique d'hygiène de base.	- Mettre en place les points de chloration sur les points d'eau dans les villages d'accueil ; - Aménager les points d'eau dans les villages d'accueil ; - Construire les latrines et douches familiales d'urgence ; - Sensibiliser la population sur les techniques de potabilisation de l'eau ; - Renforcer la sensibilisation sur les moments clés de lavage des mains et son bienfait sur l'amélioration sanitaire ; - Sensibiliser la population sur le creusage des trous à ordure : - Sensibiliser les ménages retournés sur l'auto prise en charge.	- Les déplacés et les retournés
Besoins Education : - Environ 95.2% d'enfants sont hors système éducatif ; - Insuffisance d'infrastructures scolaires dans la zone - Les bâtiments scolaires de l'EP Bulo incendiés en 2018 - Manque des matériels didactiques, fournitures scolaires et kits récréatifs à l'EP GOBI - Le non scolarisation massive des enfants à cause de la faim ;	- Réintégrer les enfants hors systèmes éducatif à Gobi ; - Subventionner les écoles en vue de l'amélioration de leur environnement ; - Reconstruire les bâtiments de l'EP Bulo ; - Distribuer les matériels didactiques, les fournitures scolaires et kits récréatifs à l'EP GOBI, afin d'améliorer les conditions d'études des élevés, - Organiser la cantine scolaire à l'EP Gobi ;	- Les parents des enfants déplacés et retournés ;, - Les enfants déplacés et retournés déscolarisés, - Les structures scolaires qui ont accueillies les enfants déplacés ; - Les COPA ;

- Besoins d'organisation des cours de récupération pour les élèves déplacés qui, pourtant étudiaient dans leurs milieux d'origine mais ne fréquentent les classes en milieu de déplacement - 4.8% des enfants sont scolarisés ; - Absence d'activité de prise en charge psychologique et récréative des enfants - La non mécanisation et non- paiement des enseignants.	- Mettre en place des classes de récupération pour les élèves déplacés et retournés ; - Sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation inclusive des filles, - Sensibiliser les parents déplacés à inscrire leurs enfants qui sont en déplacement a l'école fonctionnelle dans la zone de déplacement - Organiser des activités de prise en charge psychologique surtout récréative aux enfants déplacés qui ont connu de traumatismes psychologiques émanant des troubles in sécuritaires dans leurs villages, - Mécaniser et payer les nouveaux enseignants ; - Former les enseignants pour une prise en charge psychologique des enfants traumatisés, éducation et consolidation de la paix.	- Ainsi que le Gouvernement de la RDC.
Besoins Protection : - Mariages précoces des filles et garçons de moins de 18 ans - Documentation insuffisante des cas « Protection » constatée dans la zone évaluée - Absence des kits PEP dans les structures sanitaires de MASUMBUKO ; - Utilisation de boissons alcoolisées par les enfants mineurs	- Organiser les réseaux de protection de l'enfance ; - Sensibiliser les autorités locales, la société civile, les parents, les leaders communautaires ainsi que les éléments des forces de l'ordre sur la protection de l'enfant ; - Conduire une analyse Do No Harm pré intervention poussée avant d'offrir toute assistance destinée individuellement aux ménages - Coupler les assistances individuelles aux aides communautaires avec transparence professionnalisme en respectant les principes de neutralité et d'impartialité - Doter et former le personnel des structures sanitaires à l'utilisation des kits PEP.	Les autorités locales, la société civile, les leaders de la communauté, les éléments des forces de l'ordre et les ménages.

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Il ressort des groupes de discussions et autres entretiens réalisés dans la zone l'investissement des autorités et de la majorité de la population dans la recherche des solutions aux problèmes sécuritaires. Les opérateurs économiques sont en concertation avec les agents de sécurité pour sécuriser le processus des interventions humanitaires en vue de dissiper au maximum toute forme d'instrumentation de l'assistance. D'après certaines sources, un processus de type CONADER se mettrait en place dans un court délais, appuyé par la MONUSCO, pour prendre en charge les futurs démobilisés issus des groupes des assaillants.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	A ces jours, l'attaque de la position des éléments FARDC dans la localité Jiro le 22/04/2019 dernier n'a pas affecté la relation entre la population et les forces de l'ordre. Toutefois, il s'observe des mouvements pendulaires vers les villages d'origine dans le but de rechercher de la nourriture, et ce ; malgré l'interdiction de ces mouvements par les éléments de l'ordre. Ceci constituerait un risque aux futures tensions entre les militaires et les populations déplacées.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	En cas d'assistance, il serait souhaitable d'intégrer les personnes vulnérables des quelques villages voisins à la zone de Gobi. Il s'agit des certains villages des groupements Lossandrema, Masumbuko et Kpatchu.
Sources	Chef de groupement, chefs de villages, Membres de la société civile, Opérateurs économiques Directeur de l'école primaire, Infirmiers du C S Tcheyi, Comité de personnes déplacées, diverses Associations de retournés, enseignants, groupe de jeunes….. .

5 Accessibilité

Type d'accès physique	En dehors du mauvais état du pont de la rivière R'dda, qui sépare les groupements Buku (chefferie de Bahema Nord) et Gobi, la zone est accessible par véhicule de toute marque et à toutes les saisons. La zone est située à environ 60 km de Bunia, soit 8 km de la localité Largu. Les convois peuvent atteindre le centre de Gobi en passant par Le village Tché-Logo Takpa-Gobi. Il est aussi possible d'y arriver en passant par Blukwa-Etat- Gbithi-Bulo-Gobi.
Accessibilité dans la zone	Les éléments FARDC contrôlent la zone. Les contingents de la MONUSCO y effectueraient rarement des patrouilles. Les activités des humanitaires sont bien accueillies dans la zone.
Communication téléphonique	La zone de Gobi et ses périphéries sont couvertes partiellement par le réseau Vodacom.
Stations de radio	Les différentes chaines de radio communautaire de Bunia-ville émettent jusqu'à Gobi à des heures bien définies.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☑Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Mariages précoces des enfants	Dans les villages	Les personnes civiles adultes et mineures	ND	Il est souhaitable d'organiser une campagne de sensibilisation sur les mariages précoces et assurer un accompagnement des victimes des cas de mariages précoces.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	La cohabitation est pacifique entre les membres des communautés mais très volatile.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	☒Non.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Aucun
Présence des engins explosifs	☐ Oui, si oui, précisez _____ ☒Non; Il n'y a pas d'engins explosifs dans la zone d'accueil.
Perception des humanitaires dans la zone	Il a été observé une bonne acceptance des acteurs humanitaires dans la zone.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				

Gaps et recommandations	**Gaps :** - Absence d'associations locales capables de collecter des informations du type alertes d'urgences humanitaires. **Recommandations :** - Renforcer les capacités des partenaires locaux en matière d'alertes au travers des points focaux des associations locales.

7 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ **Non**	
Classification de la zone selon le IPC	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3	☐ **X4** ☐ 5

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	La situation alimentaire de la population de la zone évaluée est préoccupante. Lors des déplacements, les populations avait abandonné les cultures aux champs. En plus elles ont été victimes de pillages de leurs stocks de vivres. Pendant les retours, seuls environ 30% ont retrouvés leurs anciens champs de maniocs en maturité. Actuellement 40% de la population retournée a réalisé de petits champs de cultures mixtes qui sont en période de croissance. Les ménages déplacés étant arrivés dans la précipitation, ne disposent pas de stock de vivres étant arrivés dans la précipitation. Ce qui du reste complique leur situation alimentaire, les villages de provenance étant restés inaccessibles. Par conséquent, il s'observe un accès difficile aux aliments de qualité et en quantité au sein de ménages retournés et déplacés. La plupart de ménages organise difficilement 1 à 2 repas non diversifié par jour. Les plus affectés sont les enfants de moins de 5 ans et les personnes âgées.
Production agricole, élevage et pêche	La population de la zone vit principalement de l'agriculture, d'élevage et de pêche. Comme indiqué précédemment, les produits agricoles, d'élevages et de pêche ont été abandonnés pendant les hostilités. Les stocks de vivres et les biens commerciaux des ménages retournés et déplaces ont été pillés. Les ménages déplacés qui n'ont pas accès à leurs moyens de subsistance (champs, pêche et petit commerce) dans leur zone de provenance. Ce qui du reste accentue la pression sur les familles hôtes et les infrastructures publiques et/ou communautaires de la zone d'accueil.
Situation des vivres dans les marchés	Les vivres sont disponibles sur les marchés de la zone (Masumbuko, Kparnganza et Largu) cependant, la population vulnérabilisée par les conflits armés n'y accède pas faute de moyens financiers.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face à la crise, les ménages ont développé des stratégies suivantes : - consommer les aliments à moindre cout et moins préférés ; - Diminuer le nombre et la quantité de repas journalier ; - Priver les adultes de la nourriture au profit des enfants. - Compter sur la nourriture des familles d'accueil ou des amis.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	*Aucune*	*Aucune*	-	

Gaps et recommandations	Les IDPs ainsi que la majeure partie des familles retournées ne disposent pas de stock des vivres au sein de ménages. L'accès difficiles aux aliments de qualité en quantité suffisante au sein de la majorité de familles expose les enfants de moins de 5 ans à la malnutrition Les aliments de base s'avèrent rares dans la zone suite à la reprise timide des activités agricoles aggravée par la période de soudure. **Recommandations** ***:*** - Assister les ménages déplacés et retournées en vivres de subsistance.

8 Abris et accès aux articles ménagers essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui ☒ Non
Type d'abris	La majorité des ménages déplacés vit en familles d'accueil. D'autres habitent la salle d'audience du groupement, le bâtiment du poste de santé en cours de construction, ainsi que les salles des classes de l'EP Gobi. Comme évoqué précédemment, certains hommes passent la nuit sous les arbres à la belle étoile. Une forte promiscuité est observée dans les ménages d'accueil suite au nombre important des personnes déplacées accueillies. Il est à noter qu'environ 40% des maisons d'habitation des retournés sont en état de vétusté avancée.
Accès aux articles ménagers essentiels	La population déplacée a fui dans la précipitation, étant donné que les attaques ont été brusques. Cette population s'est déplacée sans prendre l'essentiel de ses biens ménagers clés. Cette situation est à la base des difficultés d'accès aux articles ménagers essentiels et abris qu'éprouvent ces populations. Le manque de moyen financier dans le milieu d'accueil limite également les ménages déplacés au renouvèlement de leurs biens ménagers.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les ménages déplacés vivant en familles d'accueil partagent les articles ménagers avec leurs hôtes. Ceux qui ne sont pas en famille d'accueil présentent une plus grande vulnérabilité et sont obligés de prêter des articles généralement vétustes auprès de quelques ménages retournés qui en disposent.
Situation des AME dans les marchés	L'étude de marché réalisée à Masumbuko, Kparnganza et Largu ainsi que de l'observation directe ont révélées qu'il y a disponibilité d'articles ménagers essentiels dans la région. Les commerçants s'approvisionnent en AME à partir de l'Ouganda, de Bunia et d'Iga-Barrière. Certains s'approvisionnement à partir de la ville de Butembo au nord Kivu. Après entretien avec les opérateurs économiques de la zone, ces derniers ont avoués être capables et disposés de fournir des AME en quantité suffisante en cas d'assistance.
Faisabilité de l'assistance ménage	Les AME sont indispensables pour les ménages déplacés, ainsi que pour les familles retournés. Une intervention en distribution classique des AME et/ou en foires aux AME serait salut faisables vu la disponibilité des articles dans la région. Cependant, un suivi des aspects sécuritaires s'avère indispensable en cas d'assistance du type individuel entre autre les AME et le Cash.

Réponses données

Réponses données	*Organisations impliquées*	*Zone d'intervention*	*Nbre/Type des bénéficiaires*	*Commentaires*
Aucune	-	-	-	-

Gaps et recommandations	**Les gaps** Dépourvus d'AME, les IDPs ont de difficulté d'accéder aux AME et éprouvent des difficultés de se construire des abris d'urgence (bâches) suite au manque de moyens financiers. **Les recommandations** - Assister les ménagers déplacés en bâches pour la construction des abris d'urgence, - Organiser une distribution classique ou foires aux AME.

9 Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	Les ménages retournés et déplacés de la zone évaluée ont tous perdus leurs biens productifs (produits de champs, les intrants agropastoraux et pêche) et ceux de commerces (manufacturés et vivriers). Pour le moment les ménages retournés éprouvent de difficulté énorme pour la reprise des activités de production suite à l'insuffisance des intrants agropastoraux. Les faibles stocks de vivres que possèdent la minorité de ménages ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires dans la zone. Quant aux ménages déplacés, l'accès aux moyens de subsistance est contré par la persistance de l'insécurité dans les villages d'origines. A cela s'ajoute le manque de moyens financiers dans la zone d'accueil. Selon, la population de la zone d'accueil, l'accès à la terre arable ne pose pas de problème.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les 30% des ménages retournés qui ont retrouvé leurs anciens champs de manioc subissent une forte pression à cause de l'accueil des ménages déplacés. Les familles déplacées et retournés en majorité vivent des travaux journaliers agricoles qu'ils réalisent dans le groupement voisin de Masumbuko. Ils font également le transport des bagages des commerçants vers les marchés hors la zone. La majeure partie de familles déplacées dépendent des dons octroyés par les familles d'accueil ou des amis.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune				

Gaps et recommandations	**Gaps** ***:*** - Les ménages retournés n'ont pas les moyens de production (champs, AGR, produits d'élevage ou de cash pour reconstituer leurs activités). - Les ménages déplacés sont coupés de leurs moyens de subsistance (champs, AGR, pêche, petit commerce et d'élevage); **Recommandation :** - Appuyer les ménages retournés et déplacés en intrants agricoles (outils aratoire, semences vivrières et maraichères). - Appuyer les ménages déplacés et retournes dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces de produits vivriers, manufacturés et les géniteurs des petits bétails ou volailles).

9.1 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	La sécurité de la zone étant volatile, la mise en œuvre des activités de type cash n'est pas à envisager.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Pas d'institution de Micro finance (IMF) dans la zone

9.2 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	□ ■ Non Aucun acteur n'est positionné dans le domaine de l'eau Hygiène et assainissement dans la zone.
Risque épidémiologique	La population de Gobi vit dans la zone à endémicité de Choléra. Elle s'expose au risque d'autres maladies diarrhéiques, faute d'ouvrages d'eau potable et non observation des règles de base de l'hygiène.
Accès à l'eau après la crise	Il y a de l'eau en quantité suffisante capable de couvrir tous les besoins. De 53 villages qui composent le groupement Gobi, seuls deux (Pidja et Ngabu) disposent encore de sources aménagées qui ne sont pas protégées. Cependant Il existe plus de trente émergences aménageables reparties dans les villages du groupement Gobi. Des nombreux ménages s'approvisionnent en eau des boissons dans les marres et les sources non aménagées.

Groupement Gobi	**Types de sources**	**Ratio (Nb personnes x point d'eau)**	**Qualité (qualitative : odeur, turbidité)**
Village Shatchu	Source non aménagée Dyesse	80 ménages	- En amont comme en aval en aval, la source est envahie par la brousse. - Emergence de colline ayant beaucoup d'eau, - il y a une bonne pente qui favorise l'évacuation des eaux sales. ;

			- Elle est aménageable
	Source non aménagée Likpa	116 ménages	- En amont comme en aval et en aval, la source est envahie par la brousse - Emergence ayant une pente qui favorise l'évacuation des eaux sales. - Elle est aménageable
Village Ngabu	Source non aménagée Dyiddu	215 ménages	- En amont comme en aval la source est envahie par la brousse - La source a une bonne pente qui favorise l'évacuation des eaux sales. - Elle émergence aménageable
	Source non aménagée Blindo	ND	- En amont comme en aval la source est envahie par la brousse - Il y a possibilité d'évacuer des eaux sales. - C'est une émergence aménageable.
	Source non aménagée Gozabe 1	ND	- En amont comme en aval la source est envahie par la brousse - Possibilité pour les eaux sales de couler sans difficultés. - Elle est aménageable.
	Source aménagée Gozabe2	ND	Présence des fuites sur l'aire de captage, absence de divergence et de canal d'évacuation ; La source est en voie de délabrement, Débit : 0 .05 l/s, peut être aménagée.
	Source aménagée non protégée Dyiludda.	341 ménages	- En amont de l'aire de captage il y a de la brousse ; - Le débit est excessivement faible pendant la saison sèche. Elle donne de l'eau claire, sans odeur et de bon gout. - 0.011 l/s
	Source aménagée Satedda	218	Source aménagée avec réservoir par S I/ECHO en 2009 ; elle sert les élèves de l'école primaire Gobi ainsi que les villages des alentours. Il y a des fuites dans l'aire de captage, Sa turbidité est de 5NTU Pendant la saison sèche, elle tarit partiellement. Elle peut être réhabilitée.
	Source non aménagée Nzezedda	ND	L'émergence Nzezedda, ne tarit pas pendant la sècheresse, elle produit de l'eau claire est aménageable. On y observe la présence d'une colline à pente plus ou moins prononcée.
Village Pidja	Source aménagée Luba	622 ménages	- L'aire de puisage est pleine d'eau stagnante par absence de canal d'évacuation d'eau de surface ;

			- L'aire de captage est envahie par la brousse. - Cette source est plus fréquentée, on y observe des longues files d'attente pendant les heures de pointe. - La source est en voie de délabrement très avancé ; - Débit : 0,.2 l/s.
	Source non aménagée Bidda	ND	L'émergence Bidda est aménageable, elle vient d'une pente qui favorise l'écoulement des eaux sales.
	Source non aménagée Filipodda	ND	Filipodda est une émergence intarissable, Elle est de bonne odeur, sans couleur et aménageable.
Village Dhera	Source non aménagée Pileudda,	ND	L'aire de puisage est envahie par la brousse et de l'eau stagnante. Cette émergence peut être aménagée.
	Source non aménagée Innoncentdda	ND	L'aire de puisage est envahie par la brousse, de l'eau stagne dans les abords de lieu de puisage. L'émergence est aménageable.
	Source non aménagée Dz'dda.	ND	Emergence aménageable
Village Libba	Source non aménagée Djudda	ND	L'émergence ne tarit pas pendant la saison sèche, coule d'une colline à pente moyenne, peut être aménagée
Village Ngau	Source non aménagée Tchadz'dda	ND	Emergence aménageable
Village Golo	Source non aménagée Bidda	ND	L'émergence coule d'une pente moyenne et ne tarit pas durant la sècheresse. Elle produit de l'eau claire et peut être aménagée.
	Source non aménagée Mugudda	ND	Emergence aménageable
	Source non aménagée Molidda	ND	Emergence aménageable
	Source non aménagée Korovidda	ND	Emergence aménageable
	Source non aménagée Ndribidda	ND	Emergence aménageable
Village Jiro	Source aménagée Yadudda	263	- Source aménagée depuis l'époque coloniale. - Très fréquentée. - Elle présente des fuites à l''aire de captage. - Il y délabrement de l'aire de puisage. - Divergence et canal d'évacuation bouchés. - Le tuyau d'alimentation est à 3cm du mur de puisage ; - Présence d'eau stagnante dans l'aire de puisage ; - Turbidité : <5NTU ; - l'eau change de couleur après la pluie ; - Cette source peut être aménagée

Village Lidjoba	Source non aménagée Dz'todda	ND	- Cette émergence coule d'une colline à pente moyenne, elle est aménageable.
	Source non aménagée Godhadda	ND	- Cette émergence vient d'une colline à pente faible, elle est aménageable et ne tarit pas.
	Source non aménagée Dhikadda	ND	- Cette émergence ne tarit pas - elle est aménageable, elle a une forte pente.
Village Gbithi 2	Source non aménagée Gbithi	ND	- Emergence à grand débit, capable de de servir comme mini-adduction.
	Source non aménagée Kalungu	ND	- Emergence, elle ne tarit pas durant la saison sèche, elle est aménageable.
	Source non aménagée R'pedda	ND	- Emergence ne tarit pas durant la saison sèche, - Elle est aménageable.
Village Kodda	Source non aménagée Dz'lidda	ND	- Emergence, ne tarit pas durant la saison sèche, - Elle est aménageable.
	Source non aménagée Bbibbikpadda	ND	- Cette émergence, ne tarit pas durant la saison sèche, - Elle descend d'une pente, - Elle est aménageable.
	Kpadhedda	ND	- Emergence ne tarit pas durant la saison sèche, - Elle est aménageable.
Village Kongi	Source non aménagée Batsudda	ND	- Elle ne tarit pas durant la saison sèche, - Elle est aménageable.
	Source non aménagée Lidz'dda	ND	- Emergence potentiellement aménageable
Village Kpaku	Source non aménagée Djudda	ND	- Emergence qui présente des potentiels d'aménagement : bonne pente, ne tarit pas.
	Source non aménagée Gadhombidda	ND	- Elle est aussi potentiellement aménageable de par sa pente qui favorise l'écoulement des eaux sales, ne tarissant pas durant la sècheresse.
	Source non aménagée Tchatchadda	ND	- Source aménageable
Village Ndjanguba	Source non aménagée Ndri'djodda	ND	- Emergence de colline de pente moyenne qui ne tarit pas pendant la saison sèche, - Elle est potentiellement aménageable.
Village Tsoro	Source non aménagée Bidda	ND	- Cette émergence a des potentiels d'aménagement : bonne pente, ne tarit pas.

Type d'assainissement	L'assainissement dans les milieux publics ainsi que dans les ménages d'accueils des déplacés est faible. La défécation à l'air libre a été fortement observée aux environs de ces lieux. Environ 30% des ménages disposent de latrines qui ne sont pas hygiéniques. Les douches et les étalages sont rares. Les trous à ordure n'existent pas dans les ménages et les déchets sont gérés de façon chaotique.
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	■NON
Pratiques d'hygiène	La connaissance et le pratique des règles d'hygiène sont faibles.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	-	-	Aucune réponse en eau hygiène et assainissement dans la zone

Gaps et recommandations

Gaps :

- Insuffisance d'ouvrages d'eau aménagés ;
- Les ouvrages d'eau aménagés non protégés et en voie de délabrement avancé,
- Absence des comités de gestion des points d'eau ;
- Insuffisance des latrines, des douches et étalages dans les ménages ;
- L'inexistence des trous à ordure dans les ménages ainsi que les structures publiques ;

Recommandations :

- Augmenter les ouvrages d'eau dans les milieux d'accueil ;
- Réhabiliter les ouvrager d'eau en voie de délabrement ;
- Créer des comités de gestion d'eau ;
- Construire les ouvrages d'assainissement (latrines et douche familiales d'urgence) ;
- Construire les ouvrages d'assainissement (latrines et douche dans les structures publiques ;
- Creuser les tous à ordure dans les ménages et sensibiliser la communauté sur son auto prise en charge.

9.3 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les	□ Oui ■ Non

besoins dans ce secteur ?	Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Risque épidémiologique	NON
Impact de la crise sur les services	L'absence de prise en charge des soins au poste de santé de Gobi et la perte des pouvoirs d'achat des populations limitent l'accès aux soins de santé.

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	ND
Taux d'utilisation des services curatifs	ND
Taux de consultation prénatale	ND
Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié	ND
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	ND
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	ND
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	ND
Couverture vaccinale en DTC3	ND
Couverture vaccinale en VAR	ND
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm	ND
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec œdème nutritionnelle	27%
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	ND
Nombre de jours de rupture de médicaments traceurs au cours des trois derniers mois	45

Services de santé dans la zone	Aucun.

Il existe un poste de santé à Gobi qui est actuellement non fonctionnel.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	Aucune	Aucune	Aucun	RAS

Gaps et recommandations

Gaps

- Absence de structure des soins à Gobi ;
- L'innascibilité aux soins au centre de santé de Masumbuko ;
- Insuffisance d'intrants de réhabilitation nutritionnelle au centre de santé Masumbuko ;

	- Insuffisance de formation des RECO ; COSA dans la communauté et des infirmiers dans la structure sanitaire de Masumbuko ; ***Recommandations*** - Organiser des cliniques mobiles pour la prise en charge médicale des personnes déplacées et retournées ; - Doter le poste de santé de Gobi en médicaments essentiels et d'autres matériels pour pérenniser la prise en charge, - Renforcer la capacité des RECO et COSA ; - Subventionner le poste de santé de Gobi pour finaliser le chantier ; - Ravitailler en kits PEP les structures sanitaires et former les membres du personnel soignant en SGBV au centre de santé de Masumbuko. - Aménager les infrastructures d'eau et d'assainissement à proximité de poste de santé Gobi et au centre de santé Masumbuko.

9.4 Education

Une seule école primaire, seule école fonctionnelle a été évaluée sur les 3 que comptait la zone évaluée avant la crise. Les bâtiments des écoles primaires (EP Dhera et Bulo) ont été complètement détruits ou incendiés en décembre 2017.

Les hostilités subies dans la zone de départ ont créées le traumatisme chez les enfants en âges scolaire.

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ **Non** Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Impact de la crise sur l'éducation	☒ **Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ, combien** 9 EP sont incendiées et ou pillées ☐ Non	Y-a-It-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? ☒ **Oui** ☐ Non Si oui, combien de jours de rupture : 1 mois et deux semaines soit 6 semaines
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Le tableau ci-dessous renseigne le nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise :	

Catégorie	Total	Filles	Garçons
Enfants déscolarisés Retournés	1286	678	608
Enfants déscolarisés Déplacés	1372	722	650
Total	2658	1400	1258

Services d'Education dans la zone (Voir tableau en bas).

Groupement	Localités	Ecoles	Nb d'élèves la rentrée scolaire (avant crise			Nombre d'élèves déplacés intégrés			Nombre d'élèves (Pendant ERM Février 2019			Nb enseignants	Nb salles de classes	Nb latrines	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio élèves/latrines (F/G)
			F	G	Total	F	G	Total	F	G	Total						OUI/NON	

GOBI	PIJA	EP GOBI	145	135	280	12	28	40	52	83	135	6	6	7	23	23	OUI	19
Moyenne ratio de la zone																		

Capacité d'absorption	Sur 2793 enfants scolarisables de la zone, 135 sont scolarisés soit 4,8%. Parmi ceux-ci 95 sont issus des familles retournés soit 6,9% et 40 soit 2,8% des enfants déplacés fréquentent l'EP Gobi Elle n'a pas la capacité d'absorber tous les enfants déplacés et retournés en âge scolaire. Les bâtiments de cette école ont été construits par l'ONG Solidarités International en 2008 ainsi que les 7 portes de latrines qui sont toutes hygiéniques, dont 3 portes pour les filles et 4 pour les garçons.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	

Gaps et recommandations

Gaps :

- Insuffisance des matériels didactiques, fournitures scolaires et kits récréatifs à l'EP GOBI
- Les enfants déplacés ont perdus 6 semaines jusqu'à ces jours sans étudier ;
- 1/3 d'écoles est fonctionnelle ;
- Un faible taux de scolarisation des déplacés a été constaté ;
- Absence d'activité de prise en charge psychologique et récréative des enfants à l'EP Gobi
- La non mécanisation et non- paiement des enseignants.

Recommandations

- Distribuer les matériels didactiques, les fournitures scolaires et kits récréatifs a l'EP GOBI, afin d'améliorer les conditions d'études des élevés,
- Organiser les cours de récupération pour les élèves déplacés ;,
- Réhabiliter ou construire les écoles incendiées ;
- Sensibiliser les parents sur l'importance de l'éducation inclusive des filles,
- Organiser des activités de prise en charge psychologique surtout récréative aux enfants déplacés qui ont connu de traumatismes psychologiques émanant des troubles sécuritaires dans leurs villages,
- Mécaniser et payer les enseignants de l'EP GOBI et les former pour une prise en charge psychologique des enfants trauma

10 Annexes

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

No	NOM ET PRENOM	FOCTION	CONTACT	ADRESSE DE RESIDENCE	territoire
1	Mr LOPA GOBI Richard	Chef du groupement	0819285425	Gobi	Djugu
2	Mr METESO MAGBO Charles	Secrétaire du Groupement	0822746832	Gobi	Djugu
3	Mr SHALO GOKPA	Chef du centre Tchey	0818353270	Gobi	Djugu

4	Mr KPALO LIDJOBA	Juge président du tribunal de Gobi	-	Gobi	Djugu
5	Mr NDJANGO DZKPA Emile	Secrétaire	0816486876	Gobi	Djugu
6	Mr LOPA BUBBU Eric	Enseignant	0827352814	Gobi	Djugu
7	Mr BBULI BBURA Justin	Directeur	0817339696	Gobi	Djugu
8	Mr NDJEDHADJO NYINGA	Secrétaire de localité PIDJA	0811345306	Gobi	Djugu
9	Mr TSEDHA NGABU MANACE	Directeur de l'EP Gobi	0819106395	Gobi	Djugu
10	Mr DHAKANA Gokpa	Chef de localité BITHO	0812020435	Gobi	Djugu

ANNEXE I COORDONNEE GPS DE LA ZONE DE DOBI

N : 01°34'.36.8'' ; S : 030°13'.57.8'' Alt : 1025m

ANNEXE II PHOTOS PHARE STRUCURE SCOLAIRE ET WASH

Fig1 : Salle du bureau de tribunal (abris d'environ 300 idps) Fig2 : le bâtiment de poste de santé (accueilli 300 Idps)

Fig3 : Literie des idps